

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18620 - 72ÈME ANNÉE

À l'ordre du jour du 9e Congrès du P.C.R.

## Le combat continue plus que jamais pour le respect de notre environnement



Sur le plan institutionnel, économique, social, culturel mais aussi environnemental, il faut souligner le caractère exemplaire de la commune de Sainte-Suzanne, qui grâce à son équipe municipale et son maire communiste Maurice Gironcel a obtenu notamment "le trophée des outre-mers durables". À ce sujet, cette ville est notamment un modèle en termes d'énergies renouvelables puisque par exemple grâce à ses éoliennes elle est officiellement classée ville réunionnaise à énergie positive puisqu'elle en produit plus qu'elle en consomme. Un exemple à suivre dans tout le pays !

Dans le projet de thèses qui sera présenté le dimanche 5 février au 9e Congrès du Parti Communiste Réunionnais à Sainte-Suzanne et qui est intitulé "Rassembler les forces vives de La Réunion pour la responsabilité et le développement durable et solidaire du pays", est évoqué le problème de l'environnement. Voici le rappel des propositions du PCR présentées à ce sujet dans ce texte.

A) Les effets du réchauffement imposent une révision de l'aménagement du territoire par des mesures d'adaptation et de précaution (endiguement des ravines, suppression des radiers, protection de la barrière corallienne...). La Nouvelle Route en Mer doit faire l'objet d'un audit financier et environnemental immédiat.

La lutte contre les effets du réchauffement climatique exige de réduire les émissions

des gaz à effets de serre par :

- le développement des énergies renouvelables pour atteindre l'autonomie

énergétique de La Réunion en 2030 ;

- construire un réseau ferré autour de l'île, développer la multi-mobilité et l'inter-

mobilité (vélo, transports collectifs...).

B) Agir pour l'environnement c'est aussi protéger notre biodiversité (lutte contre les espèces envahissantes). C'est garantir à la population une quantité d'eau suffisante et de qualité. C'est éliminer toutes les formes de pollutions dans le pays par le pétrole, les pesticides, les engrais chimiques, la malbouffe, les médicaments néfastes. C'est gérer les déchets par le tri sélectif et le recyclage.



Il faut changer d'urgence nos modes de déplacements et de transports qui dominent le pays au détriment de notre santé et de notre environnement. Outre la promotion des transports collectifs (ferroviaires, bus...), de la multimobilité, du co-voiturage et de l'inter-mobilité, il faut développer celle des déplacements à vélo en sécurité, celle des voitures électriques et autres moyens écolo...



À La Réunion comme dans le monde entier, le réchauffement climatique lié aux émissions de gaz à effet de serre a de plus en plus de conséquences néfastes en termes de sécheresse. Un problème grave à prendre en compte en termes de traitement de l'eau dans le pays, d'aménagement du territoire, etc.

## In kozman pou la rout

« La pa pars ou i boir ganidan avèk lo sal ké gastro i trap ar pa ou ! »

Nana déza in bonpé d'tan in ségatyé téi shant in shanson. La-dan l'avé konm in rofrin téi i arvien tazantan épi téi di : « Boir ganidan, boir ganidan, sa i fé pass malovant ! » É mi souvien d'in travayèr l'avé parti rode de lo dann in pti ravine. Konm li l'avé-lé zot osi !-in kour d'avant li la desid boir dolo téi sort dann son fèr-blanc avèk i kashé ganidan. Si mi tronp pa mon papa, donk son patron, l'avé donn ali kashé-la. Donk li la fé sa é sa la fé rir son bann dalon téi travaye avèk li. Rézilta ? Mi koné pa, mé an touka, la pa sa la tyé ali pars in bonpé d'tan apré moin la trouva li an bone santé. Kèl moral i pé tir dann in n'afèr konmsa ? Mi pans pa na in moral mé ni pé dir, dann tout trétman, nana in protokol é li doi z'ète respékté. Kansréti pou trankiliz in pé lo pasyan. Kansréti ankor pou dir l'ijyène la pa fé pou lo shien. Touléka, pran lo poison avèk lo kont-poison, moin lé pa sir sa in bon téknik pou apliké. Alé, mi lès azot kass z'ot koko la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

## Edito

# La crise de l'eau n'a pas de frontière

**A** Mayotte, la saison des pluies n'est toujours pas au rendez-vous. Dans le Sud de l'île, les restrictions sur l'usage de l'eau sont toujours de mise. Cela a amené 8 maires à demander le placement en état de catastrophe naturelle. Une telle crise est amenée à se reproduire, car Mayotte est confrontée à deux phénomènes qui pèsent sur la ressource en eau ; le changement climatique et la hausse de la population.

Dans notre région, la sécheresse conduit Madagascar vers la catastrophe. Dans le Sud de la Grande Île, ce sont près d'un million de personnes qui sont menacées par la faim. Cette situation conduit l'ONU à placer Madagascar parmi ses principales préoccupations en termes de lutte contre la faim. À La Réunion, le PCR se mobilise. Il y eut tout d'abord l'appel de Maurice Gironcel à la présidente du Conseil départemental. Puis le 25 janvier dernier, Gérita Hoarau a écrit au président de la République. « La région du Grand Sud de Madagascar vit des conditions climatiques d'extrême sécheresse, provoquant une perte agricole de 80 % », a-t-elle notamment écrit. En tant que chef de l'État, François Hollande est à la tête du pays qui préside actuellement la Commission de l'océan Indien. C'est pourquoi cette initiative vise à placer chacun devant ses responsabilités. Peut-on encore mourir de faim au 21<sup>e</sup> siècle dans un pays de la COI, dit en substance la sénatrice de La Réunion.

À quelques milliers de kilomètres d'ici, les mêmes causes produisent les mêmes effets. Chaque jour, tous les vols reliant La Réunion à la France passent au-dessus de la Corne de l'Afrique, région composée notamment de la Somalie et de l'Éthiopie. Rares sont les milliers de passagers quotidiens qui pensent à la tragédie qui se noue sous

leurs pieds. Ce sont en effet 17 millions de personnes qui sont menacées par la famine. « alors que seul un quart des pluies attendues sont finalement tombées et que les précipitations prévues pour la période allant d'octobre à décembre se sont avérées insuffisantes, la sécheresse généralisée qui affecte actuellement la Corne de l'Afrique s'est aggravée », a déclaré hier la FAO. « Plus de 17 millions de personnes sont actuellement confrontées à une insécurité alimentaire dite de « crise » et d'« urgence » dans plusieurs pays membres de l'Autorité intergouvernementale sur le développement (IGAD), à savoir le Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie, le Soudan du sud, le Soudan et l'Ouganda », indique l'organisation internationale. Elle appelle à l'action : « actuellement, près de 12 millions de personnes à travers la Somalie, l'Éthiopie et le Kenya ont besoin d'une aide alimentaire. En effet, de nombreuses familles ont un accès limité à l'alimentation et aux revenus tout en faisant face à une hausse de leurs dettes. A cela s'ajoute de faibles stocks de céréales et de semences et une diminution de la production de lait et de viande. Un avis d'alerte correspondant à une situation de pré-famine a été émis pour la Somalie, soulignant le fait qu'une intervention humanitaire immédiate et de grande échelle est indispensable ».

La crise de l'eau a des impacts divers dans notre région. Ils ne sont pas négligeables car l'eau est une ressource indispensable à la vie. Les changements climatiques n'ont pas de frontière, et La Réunion n'est pas épargnée par ce phénomène. Avant que ses conséquences ne soient aussi dramatiques que chez nos voisins, il est essentiel d'anticiper. Cela passe par récupérer au mieux l'eau qui tombe du ciel. C'est le projet du PCR de réseau de retenues colinaires dans les hauts.

**M.M.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71<sup>e</sup> année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

## Information du Comité Solidarité Chagos La Réunion : les Chagossiens continuent la lutte

# Olivier Bancoult : « Nous voulons être respectés en tant qu'êtres humains »

année 2016 s'est terminée sur un véritable coup de poignard asséné dans le dos des Chagossiens. Refus catégorique d'ouvrir - après 50 ans !- l'accès à la terre ancestrale des Chagos. Refus signé Londres et Washington, complices de ce qui est, nul ne peut le nier, un crime contre l'humanité. Mais Olivier Bancoult a le cœur solidement accroché. Mais les femmes et les hommes du Groupe Réfugiés Chagos n'ont pas renoncé à LUTTER POUR LEUR DIGNITÉ. C'est ce que montre la note d'information du Comité Solidarité Chagos La Réunion adressée hier aux médias.



Manifestation chagossienne devant l'ambassade britannique le 13 décembre dernier.

Le gouvernement de Grande-Bretagne avait pensé qu'en annonçant en novembre dernier une « compensation financière » pour les Chagossiens, elle allait réduire à néant leur combat pour leur droit au retour aux Chagos, ce droit bafoué depuis un demi-siècle par Londres comme par Washington. La réalité est tout autre. Olivier Bancoult, au nom du Groupe Réfugiés Chagos, vient de le réaffirmer avec force : « Notre dignité n'est pas à vendre ». Dans une lettre qu'il adresse au Foreign Office, il prend les Britanniques à contre-pied : « Le fonds prévu pour les "compensations" doit servir à financer la réinstallation des Chagossiens aux Chagos ». Et il ajoute : « Nous continuerons la lutte aussi longtemps qu'il le faudra pour obtenir justice ».

Dans cette lettre, le dirigeant chagossien refuse le piège tendu aux Chagossiens qui, s'ils répondaient aux sirènes de la soi-disant "compensation", reconnaîtraient que l'affaire est soldée, que l'histoire est effacée, et qu'il n'y a plus rien à re-

vendiquer au nom des droits humains. L'exil forcé hors de sa terre natale relève d'un crime qu'il est impensable de vouloir faire oublier par des « compensations financières ». C'est pourquoi Olivier Bancoult distingue deux choses, qu'il faut bien séparer.

### Pas de « compensation » mais un financement de la réinstallation

Il y a d'une part le fonds annoncé par Londres (45 millions d'euros sur 10 ans). Il ne peut en aucun cas être considéré comme une compensation au demi-siècle de déportation et de souffrance du peuple chagossien. Il ne peut se justifier qu'en constituant un financement de la réinstallation des Chagossiens aux Chagos. C'est ce que veulent les Chagossiens, qui ne sont pas prêts à renoncer à l'espoir qui les fait survivre depuis 50 ans.

Et il y a d'autre part un « impératif

moral » face aux vies détruites de familles déportées et acculées à des conditions de vie insupportables. Dans sa dernière conférence de presse, Olivier Bancoult a revendiqué le versement d'une pension à vie pour les victimes : « C'est un dû qui n'a rien à voir avec un renoncement à notre lutte ». Bien au contraire, les Chagossiens affirment haut et fort que « nos actions vont continuer pour ne pas laisser nier notre droit essentiel à vivre sur notre terre ».

La question est donc posée au gouvernement britannique, qui doit comprendre que le peuple des Chagos ne renoncera jamais à son but final, et surtout pas pour un versement d'argent dérisoire, au moment même où le bail sur Diego Garcia vient d'être renouvelé sans aucune ouverture sur un retour possible et progressif des Chagossiens.

Ce refus total de Londres d'écouter le cri de révolte chagossien date du 16 novembre dernier. Jusqu'à cette date, Britanniques comme Américains avaient laissé entrevoir une possibilité de trouver une solution. Le choc de cette décision totalement arbitraire a été terrible pour la communauté chagossienne. Leur assemblée générale du 27 novembre comme leur manifestation du 13 décembre devant l'ambassade de Grande-Bretagne à Port-Louis ont montré que les Chagossiens, toutes générations confondues, sont prêts à des actions significatives, à la hauteur du crime commis à leur encontre.

**Georges Gauvin, président  
du C.S.C.R.  
Alain Dreneau, secrétaire**

## IMarche des femmes

# Angela Davis lance un appel à la résistance contre Trump

**Le Samedi 21 janvier, plusieurs millions de personnes ont participé à 600 rassemblements dans le cadre de la Marche des femmes. L'opposition à la politique de Donald Trump faisait partie des mots d'ordre. L'Humanité a publié la traduction du discours de la célèbre militante Angela Davis, qui a pris la parole à Washington. Voici le contenu d'un discours intitulé « L'Histoire ne peut être effacée comme on efface une page Web ».**

À ce moment décisif de notre histoire, rappelons-nous que nous toutes et tous qui sommes ici — ces centaines de milliers, voire de millions de femmes, de personnes transgenres, d'hommes et de jeunes —, à la Marche des femmes, représentons les puissantes forces du changement : nous sommes déterminés à empêcher que ces vieilles cultures racistes et hétéropatriarcales reviennent au devant de la scène. Nous considérons que nous sommes des agents collectifs de l'Histoire et que celle-ci ne peut pas être effacée comme on efface une page Web. Nous savons que nous nous rassemblons cet après-midi sur des terres indigènes et nous suivons l'exemple des peuples des premières nations — qui, malgré la violence génocidaire massive qu'ils ont connue, n'ont jamais renoncé à la lutte pour leur territoire, pour l'eau, pour la culture et pour leur peuple. Nous saluons particulièrement aujourd'hui les Sioux de Standing Rock. Les luttes pour la liberté des Noirs, qui ont façonné la nature même de l'histoire de notre pays, ne peuvent être supprimées d'un simple revers de la main. On ne peut pas nous faire oublier que les vies des Noirs comptent réellement. L'histoire même de ce pays est ancrée dans celles de l'esclavagisme et du colonialisme — ce qui implique, qu'on le veuille ou non, que les États-Unis sont une histoire d'immigration et d'esclavage. Propager la xénophobie, crier au meurtre et au viol et construire des murs n'effaceront pas l'Histoire. Aucun être humain n'est illégal.

La lutte pour la planète — contre le dérèglement climatique, pour garantir l'accessibilité à l'eau des terres sioux de Standing Rock, de Flint, du Michigan, de la Cisjordanie et de Gaza, pour sauver notre faune, notre flore et l'air — est le cœur de la lutte pour la justice sociale. Ceci est une Marche des femmes et cette Marche des femmes représente la promesse d'un féminisme qui se bat contre les pouvoirs pernicieux de la violence étatique. Un féminisme inclusif et intersectionnel qui nous invite toutes et tous à rejoindre la résistance face au racisme, à l'islamophobie, à l'antisémitisme, à la misogynie et à l'exploitation capitaliste. Oui, nous saluons la lutte pour un salaire minimum à 15 dollars. Nous nous dédions à la résistance collective. Nous résistons face aux milliardaires qui profitent des taux hypothécaires et face aux agents de la gentrification. Nous résistons face à ceux qui privatisent les soins de santé. Nous résistons face aux attaques contre les musulmans et les migrants. Nous résistons face aux attaques visant les personnes en situation de handicap. Nous résistons face aux violences étatiques perpétrées par la police et par le complexe industrialo-carcéral. Nous résistons face à la violence de genre institutionnelle et intime — en particulier contre les femmes transgenres de couleur.

### **Pour les droits humains partout sur la planète**

Lutter pour le droit des femmes, c'est lutter pour les droits humains partout sur la planète ; c'est pourquoi nous disons : liberté et justice

pour la Palestine ! Nous célébrons la libération imminente de Chelsea Manning et Oscar López Rivera. Mais nous disons aussi : libérez Leonard Peltier ! Libérez Mumia Abu-Jamal ! Libérez Assata Shakur ! Au cours des prochains mois et des prochaines années, nous serons appelés à intensifier nos demandes de justice sociale, à devenir plus actifs dans notre défense des populations vulnérables. Que ceux qui prônent encore la suprématie de l'homme blanc hétéropatriarcal se méfient de nous. Les prochains 1 459 jours de l'administration Trump seront 1 459 jours de résistance. Résistance sur le terrain, résistance dans les salles de classe, résistance au travail, résistance par notre art et notre musique. Ceci n'est que le commencement, et, pour reprendre les mots de l'inimitable Ella Baker, « Nous qui croyons en la liberté, nous ne nous reposerons pas avant qu'elle n'advienne ». Je vous remercie. »

**Traduction de l'anglais  
par Julie Paquette  
et Cihan Gunes,  
pour le site de la revue  
Ballast.**

**Lutter pour la planète**

# Oté

## Parti, kominis, é rényoné, ala nout fèye dé rout trasé ankor in kou !

*Dalon, dalone, ni marsh dsi nout névyèm kongré é konm nou lé touzour PCR-parti, kominis, rényoné - tazantan lé bon ni domann anou an koué nou sé in parti, ké nou lé kominis, é ké nou lé rényoné. In dalon amoin té apré poz so késtyon-la épi li téi done, sanm pou moin, in zésplikasyon bien valab.*

*Nou sé in parti donk nou la pa in fron é si ni vé gingn la parti, lé blizé kényi arès pa tousèl, é ké ni amenn in politik d'inyon, é ké ni rod in bann z'alyé pou ariv trap lo poinn-vizé nou la done anou konm bi pou trapé. Konm par ébzantp, suiv in bon tablo d'bor lo pli éfikas k'i fo.*

*Nou lé kominis, donk nana in idéoloji k'i inspir anou : sé lo marksism é i fo ni oi si nou lé touzour dakor avèk la manyèr voir bann marksis ékléré par la pansé plizyèr gran dirizan kominis dann lo mond, sé pètète si ni pé, nou-mèm, ran pli rish la pansé marksis apliké pou nout péi.*

*Nou lé rényoné, donk ni milit pou ké bann rényoné i trap z'ot mazorité ké ni apèl zordi la résponsabilité. Donk ni vé pi ète dominé, mé ni vé dovnir lo mètr par raport nout déstin. konm i di ariv a prann nout déstin dann nout min. Pars, san makiye la vérité, ni pé dir lo sistèm la mète sir pyé dopi soisant dizan i bote pa nou, é anliské sa li déboush dsi in voi san z'isi.*

*Mi arète tèr-la pou zordi, mé sak lé sir, sé ké ni doi poz anou la késtyonn pou savoir si lo bann gran késtyon sosyal, ékonomik, anvironemantal, kiltirèl épi syantifik ké ni koné zordi i pé ou i pé pa, rann la pansé marksis kadik. Moin pèsonèl sé pa in n'afèr ké mi kroi mé pou moin lé pa initil fé travaye nout koko la dsi. Pars la répons lé fèpou bien asir anou dann nout sityasiyonn parti, kominis, é rényoné.*

**Justin**